

Département : Haute-Loire.

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA CHAPELLE D'AUREC**  
**n°2025.07.08**  
**Séance du 09 Décembre 2025**

Nombre de membres	- afférents au Conseil Municipal	: 15	Date de la convocation : 04 Décembre 2025
	- en exercice	: 15	
	- présents	: 12	
	- excusés	: 3	

L'an deux mil vingt cinq le neuf décembre à 20 h 00, le Conseil Municipal de la Commune de LA CHAPELLE D'AUREC, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la mairie, sous la présidence de Caroline DI VINCENZO, Maire.

Présents : Caroline DI VINCENZO, Maire, Véronique JANUEL, Yves DARLES, Adjoints.

Jocelyne MONTET, Françoise GUERRIERI, Didier LHOSTE, Yvette CHOL, Christian FAUVET (arrivé à 20h50), David RODRIGUES, Stéphanie BLANCHARD, Marie-Laure FAYARD, Boris RIGAUDON, Conseillers.

Excusés : Éric PETIT, Éric GROS, Coralie RAVEL

Marie-Laure FAYARD a été nommée secrétaire

Objet de la délibération :

**Suppression à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 d'un emploi d'adjoint technique  
non titulaire sur emploi permanent (Article 332-8 du CGCT)  
à temps non complet de 27,53 heures**

Madame Le Maire expose que conformément à l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité territoriale sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services. Dans le même ordre d'idées, il revient au Conseil Municipal de supprimer les emplois dont le maintien n'est plus indispensable au regard des besoins du service public.

A cet égard, compte tenu de la création d'un emploi d'adjoint technique territorial statutaire de 28 heures depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2025 pour effectuer les missions dévolues à l'emploi faisant l'objet de la suppression, il convient de supprimer l'emploi d'adjoint technique territorial contractuel de 27,53 h.

Cette suppression est soumise à l'avis préalable du Comité social territorial. Ce dernier s'est prononcé de manière favorable dans sa séance du 07 octobre 2025.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de procéder à la suppression de l'emploi d'adjoint technique non titulaire sur emploi permanent.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111, L2121-12, L2121-29<sup>1</sup>,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.313-1 et L.542-1 à L.542-5

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1 ;

Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 07 Octobre 2025

Considérant la création d'un emploi d'adjoint technique territorial statutaire de 28 heures, il convient de supprimer l'emploi d'adjoint technique territorial contractuel de 27,53 h.

Considérant le tableau des effectifs adopté par le Conseil Municipal à l'unanimité des membres présents

**DÉCIDE**

**Article 1 :**

De supprimer un emploi permanent d'adjoint technique territorial à temps non complet à raison de 27,53/35<sup>ème</sup>, de catégorie C,

**Article 2 :**

De modifier, en conséquence, le tableau des effectifs comme suit, à compter du 01 janvier 2026,

**Article 3 :**

Que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal

**Article 4 :**

Que Madame le Maire est chargée de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an ci-dessus

Ont signé au registre les membres présents

Pour extrait conforme au registre

Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-Préfecture

Le 15 Décembre 2025 et publication sur le site internet

de la Commune le 15 Décembre 2025



Le Maire

Caroline DI VINCENZO